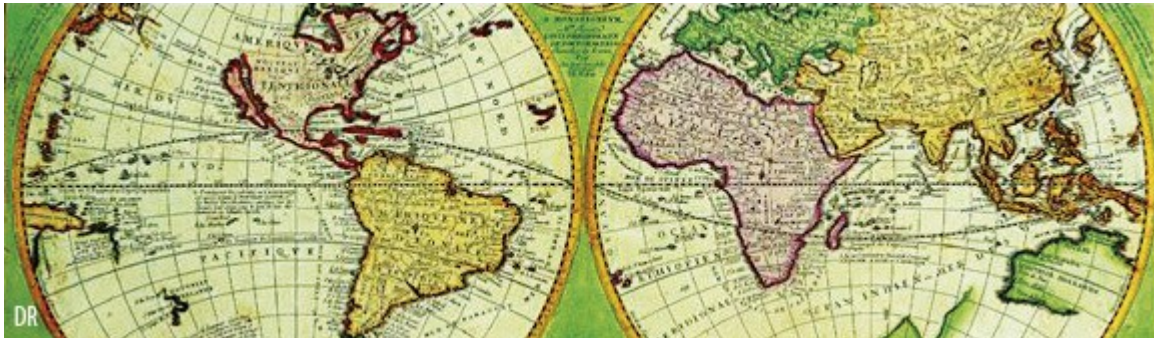


« Think Tanks » : de l'expertise des questions internationales aux réseaux d'influence



Organisations indépendantes, les « Think Tanks » (« réservoirs de pensée ») effectuent des recherches sur les questions d'actualité intéressant le bien commun, en vue d'influencer les décideurs, de préférence publics.

L'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) a organisé, le 4 février à Paris, un échange de points de vues sur le rôle et l'influence des « think tanks » (TT) dans les débats stratégiques internationaux. Sont notamment intervenus : Pascal Boniface, directeur de l'IRIS ; François-Bernard Huyghe, consultant et chercheur ; Michel Foucher, ancien directeur des études de l'Institut des hautes études de défense nationale ; François Clemenceau, rédacteur en chef du *Journal du Dimanche*.

Laboratoire d'idées. Spécifiquement occidental à l'origine, le TT est devenu un phénomène mondial. Les pays anglo-saxons arrivent en tête, mais la Chine et l'Inde montent en puissance, indique François-Bernard Huyghe. Quelque 25.000 intellectuels, qui fréquentent les élites, travaillent collectivement pour changer le monde. Les TT accueillent aussi d'anciens dirigeants politiques et ambassadeurs, fins connaisseurs des relations internationales. Ce mode de recrutement contribue à la circulation des élites. Ainsi, aux États-Unis, il est courant de passer du service de l'État au secteur privé et dans les TT. Ces derniers, dont le statut varie de pourvoyeur d'idées à club politique, élaborent des argumentaires pour les partis ou des candidats de partis. « Conseillers du prince », ils rassemblent aussi des compétences au service d'une personnalité. Ainsi, les plus prestigieuses de ces institutions typiquement « White Anglo-Saxon Protestant » (anglo-saxonne

blanche et protestante), qui ont pignon sur rue dans le « triangle d'or » de Washington, sont réputées pour la qualité de leur production intellectuelle, mise au profit des partis Républicain et Démocrate. Outre les questions internationales, elles sont sollicitées pour résoudre des problèmes d'ordre social, militaire ou... budgétaire ! Cela correspond à un besoin de l'État, dépassé par la complexité de la situation du moment. Certains TT passent de la recherche pure à la communication et tentent de répandre des stéréotypes. Dans les années 1970, estimant que les universités américaines étaient trop influencées par les hippies fumeurs de marijuana et opposés à la guerre au Viêt Nam, des intellectuels conservateurs décident de reconquérir de l'influence par le biais de TT. L'idéologie libérale des années 1980 résulte de la volonté des néoconservateurs américains d'exercer une influence internationale. En parallèle aux TT, les organisations non gouvernementales, qui rassemblent des experts de la société civile, pèsent face aux décideurs politiques, contraints à des choix simples à cause du temps limité (échéances électorales) et de la complexité des problèmes.

Combat diplomatique. Le Centre d'analyse et de prévision du ministère français des Affaires étrangères, qu'a dirigé Michel Foucher de 1999 à 2002, assure l'interface entre la recherche et les analyses des diplomates. Il a constaté que le classement des pays par la Banque mondiale favorise le système juridique anglo-saxon « common law » au détriment du droit romain. « *Le classement devient un champ de bataille* ». Cela fait partie de la diplomatie d'influence, où l'idée s'est transformée en action politique. Pour son premier voyage à l'étranger (juin 2012), le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a participé au 11ème dialogue de Shangri-La à Singapour, qui a réuni responsables militaires et experts de 28 pays. Ce sommet sur la sécurité en Asie-Pacifique était organisé... par le TT britannique International Institute for Strategic Studies (IISS). Selon Michel Foucher, un TT remet en cause les données conventionnelles, façonne la politique étrangère et explore des voies nouvelles pour garantir les intérêts nationaux sur le long terme. Toutefois, « *l'expert dépend de celui qui l'a nommé ou qui lui donne les crédits* ». Ainsi, le Center for American Progress travaille pour l'administration Obama, qui a aussi recruté des experts de la Brookings Institution. La Rand Corporation, véritable laboratoire d'idées du Pentagone, a élaboré la doctrine de dissuasion nucléaire américaine, la futurologie et la guerre sur Internet. Outre l'IISS, la Grande-Bretagne abrite le Royal Institute for International Affairs, plus connu sous le nom de Chatam House et qui a mis au point les accords financiers internationaux de Bretton Woods en 1944, pendant la 2ème guerre mondiale. En

Allemagne, chaque parti dispose de sa propre fondation, dont le budget est voté par le Parlement. Le DGAP, émanation du ministère des Affaires étrangères, et un autre TT financé par la Chancellerie, très actifs en Afrique et en Asie, élaborent la nouvelle politique extérieure du pays : « nouvelle puissance, nouvelles responsabilités dans un monde qui change ». En outre, la Chine recycle ses militaires dans l'École centrale du parti communiste et... les TT ! La Russie fait de même avec ses agents de renseignement et l'Inde avec ses diplomates.

L'impact médiatique. Pour faire comprendre la complexité d'une situation internationale, les journalistes, qui présentent les faits, ne peuvent se contenter de la seule parole officielle, explique François Clemenceau. Ils ont recours aux experts qui voyagent, prennent du recul et font preuve de pédagogie. « *Personne ne peut se contenter d'une tribune libre ou d'un interview* ». Le dialogue avec un expert consiste à faire preuve de pédagogie. En adéquation avec l'actualité, il répond aux besoins de décryptage et de confrontation de points de vue dans un article de fond. Ancien correspondant de la chaîne de radio Europe 1 à Washington, François Clemenceau estime qu'en France un haut fonctionnaire, un ministre et un élu parlementaire se passent d'analyses extérieures. En revanche, un élu américain en a besoin, car l'administration n'est pas partout. Cela explique l'importance des « grass roots », ces associations de citoyens issus de la base et qui veulent se faire entendre. De son côté, Michel Foucher souligne que les États fédéraux, comme l'Allemagne et les États-Unis, plus faibles que les États centralisés, ont besoin d'une écoute extérieure. Enfin, il rappelle que les experts des administrations françaises n'ont pas le droit de s'exprimer en public, mais peuvent informer les journalistes sous couvert d'anonymat.

Loïc Salmon

Guerre de l'information et information de guerre

Fruit d'une initiative privée, l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) est une association reconnue d'utilité publique. Il couvre un spectre très large de questions géostratégiques pour le compte d'entreprises privées et surtout d'organismes publics : ministères, institutions européennes, Parlement et organisations internationales. Il est organisé autour de 4 pôles : recherche, publication, formation et organisation d'événements. « Think Tank » reconnu, l'IRIS a été classé 18ème sur 6603 en 2012 pour la catégorie « questions internationales et de sécurité » du « Global Go-To Think Tanks » de l'Université

de Pennsylvanie (États-Unis).